

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DÉCISIONS DU MAIRE

NOVEMBRE 2021

DEC_2021_33 LOUAGE DE CHOSES – ALC LONGVIC – DU 16/11/2021 AU 30/06/2022

DEC_2021_34 MODIFICATION RÉGIE D'AVANCE CULTURE – AUGMENTATION AVANCE
SUITE A ANNULATION CHEFCHAOUEN

DÉCISION DU MAIRE

Le Maire,

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,
Vu la délibération n° DEL_2021_031 du Conseil municipal du 29 mars 2021 portant modification technique de la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020,

Considérant que la commune met à disposition du club ALC LONGVIC le terrain synthétique du stade Léo Lagrange, ainsi qu'un vestiaire, sis rue de Longvic 21300 Chenôve (21300), tous les mardis de 19h30 à 21h30.

Considérant qu'il relève notamment de la compétence du Maire, dans les limites déterminées par le Conseil municipal, de décider du louage de choses.

DÉCIDE**Article 1 :**

D'autoriser le club ALC LONGVIC à occuper le bien ci-dessus désigné, pour la période allant du 16 novembre 2021 au 30 juin 2022.

Article 2 :

De fixer le montant de la redevance à 197,50 € tous les deux entraînements, qui auront lieu le mardi.

Article 3 :

Une convention entre la ville de Chenôve et le club ALC LONGVIC, signée le 9 novembre 2021, constate cette mise à disposition.

Article 4 :

Monsieur le Maire et le Service de Gestion Comptable de Dijon Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Communication sera donnée au Conseil municipal lors de sa prochaine réunion.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte-d'Or.

Fait à CHENÔVE,



Signé électroniquement par : Thierry FALCONNET
Date de signature : 10/11/2021
Qualité : Maire

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION

Entre

La commune de Chenôve

2, place Pierre Meunier
21300 CHENÔVE

Représentée par Monsieur Thierry FALCONNET agissant en qualité de Maire, en vertu de la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil Municipal en date du 25 mai 2020.

N° S.I.R.E.T. : 212 101 661 000 16

Ci-après dénommée « Le propriétaire »,

Et

ALC Longvic Football

Maison des sports
2, rond-point du 11 novembre 1918
21600 LONGVIC

Représentée par Monsieur Cheikh DIOP, agissant en qualité de Président,
N° S.I.R.E.T. (siège) : 316 113 323 000 26

Ci-après dénommée « Le preneur »,

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Mise à disposition

Le propriétaire met à disposition du **preneur** le terrain synthétique du stade Léo Lagrange, ainsi qu'un vestiaire, sis rue de Longvic 21300 Chenôve.

Le bien est mis à disposition dans son état actuel que **le preneur** déclare bien connaître.

Article 2 : Conditions d'utilisation des locaux mis à disposition

Le prêteur est tenu de délivrer un terrain prêt à l'utilisation.

Le preneur accédera au bien les mardis de 19h30 à 21h30.

Le preneur répond de toutes les détériorations survenant par suite d'abus de jouissance, soit de son fait, soit du fait d'un tiers.

Le preneur supporte toutes les réparations qui deviendraient nécessaires par suite des dégradations résultant de son fait, de celui de son personnel ou de ses usagers.

Le preneur supporte le nettoyage du terrain et du vestiaire après chaque usage.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée déterminée allant de sa date de signature au 30 juin 2022.

Article 4 : Conditions financières

Le bien susvisé (terrain synthétique + vestiaire) est mis à disposition du **preneur** moyennant le paiement d'un montant de 197,50 € tous les deux entraînements.

Le preneur recevra mensuellement un titre appelé « *Avis des sommes à payer* ». Tous les paiements sont à effectuer au service de gestion comptable de Dijon métropole, chargée du recouvrement.

Article 6 : Cession, sous-location

Il est interdit au **preneur** :

- De concéder la jouissance du bien à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement, à titre gratuit ou onéreux, notamment par sous-location ou mise à disposition,
- De céder le bénéfice de la présente convention, en tout ou partie.

Article 7 : Assurances – Conditions d'occupation

Le preneur s'engage à tenir les locaux en bon état, à souscrire toutes assurances utiles liées à l'occupation du bien. Il produira dès la signature de la présente convention ainsi que, le cas échéant, tous les ans, au **propriétaire** les attestations correspondantes, sans que ce dernier ait besoin d'en faire la demande. Le contrat d'assurance souscrit par **le preneur** est global et porte notamment sur les risques locatifs (incendie, explosions, dégâts des eaux), le risque « recours des voisins » et la responsabilité civile suite à dommages corporels et matériels et les dommages aux biens.

Le propriétaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les responsabilités pouvant lui incomber en sa qualité de propriétaire non occupant.

Article 8 : Mesures sanitaires

Le **preneur** s'engage à faire respecter les mesures sanitaires ainsi que le règlement de l'installation y afférent en vigueur.

Article 9 : État des lieux

Les parties conviennent de se dispenser d'un état des lieux, **le preneur** déclarant connaître et avoir visité le terrain et le vestiaire qui accueillent l'activité.

Article 10 : Résiliation – Fin anticipée de la convention

Si l'une quelconque des parties à la présente convention ne respecte pas l'un des engagements stipulés aux présentes, la partie lésée pourra mettre fin de plein droit à la présente convention passé un délai d'un mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure restée sans effet.

La résiliation de la convention par l'une ou l'autre des parties est possible quel qu'en soit le motif dans le respect d'un préavis de deux mois.

En cas d'accord amiable, les parties peuvent mettre fin de façon anticipée à la présente convention.

Toute résiliation est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

Il est précisé que pour motifs d'intérêt général, la commune de Chenôve pourra être contrainte à mettre fin à la présente convention. Pour autant, aucune indemnité ne sera demandée par **le preneur** et **le propriétaire** ne sera aucunement tenu de trouver un nouveau lieu au **preneur**.

Article 11 : Règlement des litiges

Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de la validité, de l'exécution, de l'interprétation ou de la résiliation de la présente convention relèveront du tribunal compétent de Dijon.

Fait à Chenôve, le 9 novembre 2021
En deux exemplaires originaux

Pour la Ville de Chenôve
Le Maire,



Monsieur Thierry FALCONNET

15/11/2021
Pour l'ALC Longvic Football
Le Président,

Monsieur Cheikh DIOP

DÉCISION DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégation de pouvoirs au Maire,

Vu la délibération n° DEL_2021_031 du Conseil municipal du 29 mars 2021 portant modification technique de la délibération n° DEL_2020_018 du 25 mai 2020,

Vu l'arrêté n°15 du 17 mai 2010 portant création d'une régie d'avances « culture » auprès de la Direction des Affaires Culturelles, modifié par les arrêtés n°41 du 26 juillet 2018 ; n° 76 du 17 octobre 2014 ; n°318 du 23 novembre 2015 ; n°137 du 4 avril 2016 ; n° 2017_115 du 6 juillet 2017 ainsi que les décisions 2020_14 du 9 juin 2020 ; 2020_28 du 9 octobre 2020 ; 2021_09 du 29 mars 2021, 2021_24 du 9 juillet 2021 et 2021_29 du 6 août 2021,

Vu l'avis conforme du comptable public en date du 15/11/2021

Considérant que, dans le cadre des restrictions administratives liées au COVID19, concernant les voyages, les organisateurs ne pourront se rendre sur le territoire français et par conséquent ont demandé l'annulation de la représentation « Le Hadra de Chefchaouen », il convient donc d'apporter des modifications à la régie d'avances « Culture ».

DÉCIDE**Article 1 :**

Afin d'être en mesure de rembourser aux usagers des billets de spectacles à la suite de l'annulation de la représentation «Le Hadra de Chefchaouen », le montant maximum de l'avance fixé à 400 € par arrêté modificatif n° 2017_115 du 6 juillet 2017, est porté à 706 € à compter du 2 décembre 2021 jusqu'au 10 décembre 2021.

Article 2 :

Le montant total des remboursements correspondant à ce spectacle est de 306 €.

Article 3 :

Les autres articles restent inchangés.

Article 4 :

Monsieur le Maire de la commune de Chenôve et Monsieur le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.
Communication sera donnée au Conseil municipal lors de sa prochaine réunion.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte-d'Or.

Fait à CHENÔVE,



Signé électroniquement par : Thierry FALCONNET
Date de signature : 22/11/2021
Qualité : Maire